

Jean Paul Boniface SAMBOU

ORCID : 0009-0001-5194-9879 - Email : jeanpaulsambou01@gmail.com
Laboratoire de recherche d'analyse des politiques économiques et sociales
(LAPES), Université Cheikh Anta Diop (UCAD)

Exploration de l'inclusion financière des femmes entrepreneures au Sénégal

Résumé : Cet article explore l'inclusion financière des entrepreneures sénégalaises selon l'accès au crédit. Cette exploration est réalisée en fonction d'un ensemble de variables déterminants l'inclusion financière et les obstacles à celle-ci. Une modélisation logistique est utilisée afin de mettre en évidence l'inclusion financière ou non des femmes entrepreneures. Les résultats révèlent que le milieu de résidence, la prise de décision et la nationalité portent principalement l'inclusion financière des entrepreneures contrairement aux travaux existants qui stipulent que l'éducation, le revenu et la situation matrimoniale en sont les déterminants. Par ailleurs, les entrepreneures supportant des taxes et impôts élevés sont plus incluses que celles qui paient des taxes et impôts faibles et le coût de transport élevé n'a pas un effet significatif sur l'exclusion financière des entrepreneures. Ces résultats laissent entrevoir des exigences d'amélioration des dispositifs d'accès au crédit des entrepreneures mais aussi un renforcement de leurs capacités managériales.

Mots-clés : Inclusion financière – Femmes entrepreneures – Sénégal.

Exploring the financial inclusion of women entrepreneurs in Senegal

Abstract : This article explores the financial inclusion of Senegalese women entrepreneurs in terms of access to credit. This exploration is based on a set of variables that determine financial inclusion and the obstacles to it. Logistic modelling was used in order to highlight the financial inclusion or otherwise of women entrepreneurs. The results show that environment of residence, decision-making and nationality are the main determinants of the financial inclusion of women entrepreneurs, in contrast to existing research which states that education, income and marital status are the main determinants. Furthermore, entrepreneurs paying high taxes are more included than those paying low taxes and high transport costs do not have a significant effect on the financial exclusion of women entrepreneurs. These results suggest that there is a need to improve access to credit for women entrepreneurs and to strengthen their managerial skills.

Keywords : Financial inclusion - Women entrepreneur -, Senegal

J.E.L. Classification : G00 - L26 - G28.

1. Introduction

Parmi les multiples formes de pauvreté dans le monde, nous pouvons retenir celle des femmes. En effet, les femmes font partie des couches les plus vulnérables après celle des enfants. La plupart des dirigeants de ce monde reconnaissent les efforts à déployer d'avantage pour sa réduction. Cela devra passer nécessairement par des politiques publiques adaptées, coordonnées et maîtrisées. Les raisons de cette pauvreté féminine évoquées sont nombreuses et variées, mais nous pouvons en retenir quelques-unes comme celles religieuses, culturelles, socioéconomiques, monétaires. Les femmes bataillent depuis toujours pour une plus grande considération dans la société avec une détermination sans précédente. Elles sont présentes dans les instances de décisions pour apporter leur contribution à la bonne marche de la communauté à l'échelle locale, nationale et internationale. Leur présence aujourd'hui dans l'entrepreneuriat ne se démontre plus, elle est devenue une réalité. Au Sénégal par exemple, on dénombre 61,9% unités de production informelles dirigées par les femmes (ANSD, 21017).

Selon l'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel de 2017, on les retrouve essentiellement dans le commerce (62,1%), dans la transformation (24,7%), tandis que les autres sont dans les services (13,2%). Il faut souligner que les autorités sénégalaises ont initié et mis en place d'important moyens et dispositifs pour accompagner l'entrepreneuriat des femmes ces deux dernières décennies. Sachant que le développement tant souhaité et attendu par les populations ne se fera pas sans les femmes mais plutôt avec elles aux premiers rangs. En 2001 déjà sous l'égide du Président WADE, il a été créé une institution chargée de la promotion de l'entrepreneuriat féminin. Il s'en est suivi la création du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance qui a pour mission d'accompagner et d'encadrer les entrepreneures à aller à la conquête des marchés extérieurs. Pour concrétiser tout cela, le Fonds National de promotion de l'Entrepreneuriat Féminin ainsi que la Direction de l'Entrepreneuriat Féminin ont été mis en place. L'Etat du Sénégal dans la recherche d'une plus grande efficacité de ses actions sur les femmes, va lancer la Délégation à l'Entrepreneuriat Rapide DER/FJ 2017. Malgré ces efforts déployés les entrepreneures sénégalaises peinent à accéder au financement pour développer leurs activités et être autonome.

La redistribution ainsi que la répartition des ressources financières révèlent de réelles disparités dans la plupart des pays en développement comme le Sénégal. C'est pourquoi l'approche par l'inclusion financière va émerger en vue d'apporter des réponses concrètes et durables à l'accès au financement des femmes. L'inclusion financière est l'une des plus grandes offensives politiques mises en place pour lutter contre la pauvreté dans les pays développés qui vont à leur tour influencer les pays en développement. Pour la Banque Africaine de Développement (BAD), l'inclusion financière englobe toutes les initiatives visant à rendre des services financiers formels, disponibles, accessibles et abordables pour l'ensemble de la population. La BCEAO définit l'inclusion financière comme suit : « l'accès permanent des populations à une gamme diversifiée de produits et services financiers adaptés, à coûts abordables et utilisés de manière effective, efficace et efficiente ». Elle peut favoriser les activités entrepreneuriales à travers différents canaux, en réduisant les coûts de démarrage pour les personnes ne disposant pas d'une

autonomie financière, en permettant aux entreprises établies de profiter d'expansion et en leur offrant une plus grande capacité à innover.

L'objectif de cette étude est d'explorer l'inclusion financière des entrepreneures sénégalaises selon un ensemble de variables explicitant les traits caractéristiques des groupes identifiés. Pour y parvenir, nous avons utilisé un modèle dichotomique sur des données du Recensement général des entreprises (RGE, 2016) qui dénombrent 407882 unités économiques couvrant l'ensemble du territoire sénégalais.

L'intérêt de cette étude peut être décliné en deux points. D'abord, ce travail de recherche empirique sur les entrepreneures sénégalaises est quasi inexistant, nous semble-t-il, puisse qu'il se consacre simultanément à la mise en évidence de l'inclusion mais également de l'exclusion financière de ces dernières. Ensuite, la connaissance des sources d'inclusion et/ou d'exclusion financière des entrepreneures devrait permettre de mieux organiser et cibler les multiples dispositifs publics d'aide aux entrepreneures pour faciliter leur développement. En effet, selon l'ANSD, 2014 les autorités étatiques accordent une attention particulière aux entrepreneures qui contribuent pour beaucoup à l'accélération de la marche vers le développement économique et social du Sénégal.

Pour la suite de cet article, trois autres sections seront abordées. La deuxième section propose une revue de la littérature. La troisième est consacrée à la définition des variables et à l'analyse des résultats statistiques. La quatrième et dernière section de cet article conclut en mettant en exergue les implications de politiques économiques tirées des résultats de l'étude.

2. Revue de la littérature

La problématique de l'inclusion financière des entrepreneures alimente les débats et les recherches des universitaires, des autorités publiques mais aussi des praticiens de l'entrepreneuriat féminin à travers le monde. Parmi les contributions des uns et des autres, on note un fort ancrage théorique et empirique sur les facteurs explicatifs de l'inclusion et/ou de l'exclusion financière des femmes entrepreneures.

2.1. Revue théorique

De nombreux auteurs ont illustré par leurs écrits l'importance de la question soulevée dans cette étude. Par exemple, Kalim (2012), a montré dans son étude que les femmes font face de manière disproportionnée à des obstacles d'accès au financement, qui les empêchent de rehausser leurs activités entrepreneuriales, bien que la plupart des entrepreneures se concentrent sur la création d'entreprise à petite échelle. Les femmes sont plus exposées aux pressions socioculturelles dans les pays en développement que les hommes (Alexandre-Leclair et Redien-Collot, 2013). Selon Ntep (2021), au Sénégal dans le cadre du financement pour la création des micro-entreprises par dix-huit femmes dans la région de Thiès, il a noté un groupe de femmes âgées de 35 ans et moins dont la motivation pour se lancer en affaires est la recherche de l'autonomie. Elles se tournent vers les institutions financières formelles pour obtenir du financement en affectant les sommes obtenues directement aux besoins du moment. Et un autre groupe de femmes âgées de 35 ans et plus qui font de l'entrepreneuriat pour soutenir leurs époux et

augmenter le revenu familial. Ayant leur financement dans les canaux informels comme les tontines, elles prennent du temps pour l'affectation des ressources obtenues. Cela montre que ces entrepreneures interrogées affectent leur ressource obtenue à des objectifs autres que ceux qui ont déclenché la demande de financement. Ainsi, Ntep a caractérisé ce phénomène de bricolage car ces femmes ont assigné de nouveaux objectifs aux ressources financières mobilisées auprès des institutions financières formelles et dans les réseaux informels.

Pour Kede Ndouna et Zogning (2022), il existe encore d'importantes inégalités de revenus entre les hommes et les femmes dans le secteur informel qui est dû en grande partie à la différence d'accès au crédit sur le genre dans 13,9 % des cas. Cela signifie qu'en matière d'accès au crédit, les hommes sont plus inclus financièrement que les femmes et cet avantage leur permet de générer de revenus nettement supérieurs et des activités plus durables. Alors que Simen (2020), en faisant l'étude sur la situation des femmes entrepreneures sur leur octroi de crédit par les institutions bancaires et la microfinance au Sénégal, interroge vingt femmes des régions de Dakar, Saint-Louis et Ziguinchor. Selon lui, ces entrepreneures ont une perception négative des prêts formels accordés par les institutions financières, en raison de taux d'intérêts élevés et d'une exigence de garanties jugées importantes. Elles estiment que ce maillage formel au sein des organisations professionnelles ne les aide pas à développer leur activité ou à accéder aux ressources financières, contrairement au réseautage informel.

En effet, ces femmes sénégalaises comptent davantage sur les réseaux informels en les caractérisant de moins contraignantes et fonder sur des relations mutuelles fructueuses basés sur la confiance. Gosh et Vinod (2017), mettent en exergue l'amplification de l'exclusion financière qui accroît l'écart déjà perceptible sur le genre au plan économique surtout pour les ménages dirigés par des femmes. D'après ces auteurs, les ménages dirigés par une femme obtiennent 20% de prêt (espèces) en moins que les ménages dirigés par un homme. Ce qui précède rappelle le soutien à l'entrepreneuriat féminin qui demeure un enjeu vital dans nombre de pays qui estiment l'accès aux produits et services financiers de qualité comme une des conditions sine qua non de l'essor entrepreneurial visé, (Zogning, 2023). Loubna et al. (2020), soutiennent qu'en donnant aux femmes l'accès à des formations et des fonds de roulement, la microfinance peut aider à mobiliser la capacité de production des femmes pour réduire la pauvreté et maximiser le rendement économique. Pour Fofana (2022), bien que les femmes aient de plus en plus accès aux services financiers formels, elles sont peu enclines à solliciter des financements pour la réalisation de projets ou le développement de leurs activités.

2.2. Revue empirique

Plusieurs études et analyses empiriques sur l'inclusion financière et ses déterminants ont été réalisées. Benyacoub (2021) en étudiant les freins à l'inclusion financière des femmes, a utilisé un modèle hypothético-déductif. Il interroge 141 femmes appartenant à différentes régions du Maroc au moyen d'un questionnaire. Les résultats ont révélé que 77,3 % des femmes enquêtées ont un compte bancaire avec un niveau d'instruction élevé. Ceci montre la relation positive entre le niveau de scolarité et l'accès au financement. Par contre certaines femmes enquêtées ont déclaré n'avoir pas de compte bancaire pour

plusieurs raisons : le manque de provision, des raisons religieuses, les procédures complexes de la banque et le manque de confiance, etc. Fall et Birba (2019) ont analysé l'inclusion financière par le *mobile banking* au Sénégal, en mettant en exergue l'influence des facteurs socio-économiques de l'individu sur sa probabilité d'adoption du *mobile banking*.

Grâce à un modèle logistique estimé à partir d'un échantillon de 4141 individus, ils ont pu déterminer ses facteurs. Leurs résultats ont montré que le sexe, le niveau d'étude, l'emploi, le fait de savoir lire et écrire et le fait d'être bancarisé influencent positivement la probabilité d'adoption. En revanche, le fait d'être encore à l'école et le revenu par tête ont une influence négative. Zogning (2021), en utilisant un test de moyenne pour échantillons appariés à mesurer le niveau d'efficacité d'un programme d'inclusion financière chez les femmes entrepreneures, comparativement à leurs homologues masculins. Il arrive à la conclusion que les programmes mis en œuvre pour accompagner l'entrepreneuriat féminin font la promotion de l'entrepreneuriat, plutôt que de s'attaquer aux causes de l'écart observé entre les hommes et les femmes dans le succès entrepreneurial. Quant à Mbaye (2021) à partir du modèle d'analyse de l'autonomisation de Kabeer (2005), il va utiliser une méthode qualitative pour apprécier l'évolution des capacités réelles d'action des femmes rurales à partir de l'inclusion financière. Grâce à une enquête de terrain qui a couvert 180 femmes de 36 GEC répartis dans 9 collectivités territoriales de 3 régions du Sénégal, il va aboutir à la conclusion que l'inclusion financière de proximité garantit aux femmes rurales un accès à l'épargne et au crédit qui sont à un niveau acceptable pour soutenir leur *empowerment* économique.

L'inclusion financière favorise aussi une évolution des capacités réelles d'action et une amélioration du statut social des femmes rurales. L'autonomisation des femmes rurales peut donc s'appréhender avec les capacités réelles d'action produite par l'accès aux services financiers. Selon Demirguc-Kunt et al (2018), en utilisant la base de données Global Findex dans une étude réalisée au Kenya, l'accès aux services bancaires par téléphonie mobile présente de grands avantages, en particulier pour les femmes. Il a ainsi permis aux ménages dirigés par des femmes d'augmenter leur épargne de plus d'un cinquième. Les vendeurs de marchés au Kenya, principalement les femmes ont économisé à un rythme plus élevé et investi à 60% de plus dans leurs activités, après avoir reçu des comptes d'épargne. Atchi et al (2021) ont effectué une étude des déterminants de l'inclusion financière au Togo. En modélisant l'inclusion financière comme un processus dynamique en quatre étapes et en identifiant ses déterminants sur la base d'un modèle logit ordonnée et séquentiel appliqué sur les données d'enquête Finscop avec un échantillon de 5197 individus ; ils arrivent à la conclusion que l'inclusion financière au Togo est principalement déterminée par des caractéristiques individuelles telles que le sexe, l'éducation, l'âge, le revenu, la zone de résidence, la situation professionnelle, le statut matrimonial, la taille du ménage et le degré de confiance envers les institutions financières.

3. Modélisation et définitions des variables

3.1. Spécification du modèle

Pour rappel, l'objet de notre étude est d'apporter un éclairage sur Les déterminants et les obstacles de l'inclusion financière des femmes entrepreneurs. Nous allons pour cela utilisé les modèles probit et logit pour mettre en exergue l'inclusion financière du fait de la nature binaire des variables dépendantes (voir Zins et Weill, 2016 ; Fall et Birba ,2019 et Safoulanitou, 2020). L'utilisation d'un modèle dichotomique est mieux adaptée pour réaliser ce travail de recherche.

Y étant une variable binaire $Y = \alpha + \sum_{i=1}^n \beta_i X_i + \varepsilon_i$

avec

- **Y** : variable à expliquer (indicateur d'inclusion financière et d'exclusion financière)
- **β_i** : un vecteur de m paramètres à estimer ;
- **X_i** : variable explicative (les caractéristiques socioéconomiques et obstacles de l'inclusion financière) ;
- **ε_i** : le terme d'erreur
- **n** : le nombre de variables explicatives

Ainsi nous avons les variables expliquées :

- **Y1 : accès crédit financier formel avec Y1 = 1** si l'individu à accès à un crédit financier formel et **0 sinon**
- **Y2 : difficulté d'accès à un crédit financier formel avec Y1=1** si l'individu n'accède pas à un crédit financier formel et **0 sinon**.

En effet, nous aurons deux équations avec Y1 et Y2 les variables expliquées et les variables explicatives sont définit dans le tableau 4.

$$Y_1 = \alpha_1 + \beta_1 \text{Lieu} + \beta_2 \text{Etatmat} + \beta_3 \text{Educ} + \beta_4 \text{Décision} + \beta_5 \text{Secteur} + \beta_6 \text{Rev} + \beta_7 \text{Nationalité} + \varepsilon_1 \quad (1)$$

$$Y_2 = \alpha_1 + \beta_1 \text{TLe} + \beta_2 \text{DDP} + \beta_3 \text{MTs} + \beta_4 \text{MLa} + \beta_5 \text{DACP} + \beta_6 \text{ALSAE} + \beta_7 \text{C} + \beta_8 \text{FAC} + \beta_9 \text{CMOe} + \beta_{10} \text{IPK} + \beta_{11} \text{CTe} + \beta_{12} \text{DAE} + \varepsilon_2 \quad (2)$$

Pour l'équation 2 les variables explicatives se présentent ainsi qu'il suit :

Taxes et impôts élevés (Tle) ; Difficultés D'écoulement de la Production (DDP) ; Manque de Technologie spécialisée (MTs) ; Manque de Local adapté (MLa) ; Difficultés d'Accès à la Commande Publique (DACP) ; Accès Limite aux Structures d'Appui aux Entreprises (ALSAE) ; Corruption (C) ; Formalités Administratives Contraignantes

(FAC) ; Coût élevé de Main d'œuvre (CMOe) ; Insuffisance de Personnel Qualifié (IPk) ; Coût de Transport élevé (CTe) et Difficultés d'Approvisionnement en Energie (DAE).

3.2. Définitions des variables et signes attendus

Le tableau ci-dessous présente les variables explicatives choisies pour nos modèles d'estimations.

Tableau 1 : Les variables explicatives choisies

Variables	Définitions	Signes attendus
Lieu	Le milieu de résidence est une variable binaire prenant la valeur 1 si la femme vit dans la zone urbaine et 0 sinon. Conformément à la littérature précédente, l'individu vivant dans la zone urbaine est plus inclus financièrement que celui se situant dans la campagne (Atchi et al, 2021)	-
État matrimonial	Le statu matrimonial est une variable catégorielle dont on prend comme référence le célibataire influe positivement l'inclusion financière (Atchi et al, 2021)	+
Niveau d'instruction	L'éducation est aussi une variable catégorielle avec non instruit (la catégorie de référence). Une éducation plus élevée est associée à une plus grande utilisation des comptes et de crédit formel dans le pays (Safoulanitou, 2019)	+
Décision	La prise de décision est une variable binaire qui prend 1 lorsque la femme participe à la prise de décision et 0 sinon. Les femmes influent négativement l'accès aux services financiers formels (Atchi et al, 2021)	-
Secteur	Le secteur d'activité est une variable binaire prenant 1 s'il est formel et 0 sinon La prise de décision est une variable binaire qui prend 1 lorsque la femme participe à la La majorité de l'emploi formel est occupé par les hommes les obligeant à plus inclure financièrement que les hommes (Atchi et al, 2021)	+
Revenu	C'est le chiffre d'affaires étant une variable catégorielle dont le revenu minimum (Catégorie de référence) est compris de 0 à un million et celui maximum est vingt millions et plus. L'alphabétisation des adultes est un facteur important pour l'inclusion financière dans un pays (Sarma et Pais, 2011)	+
Nationalité	La nationalité est aussi une variable catégorielle avec les pays de l'UEMOA hors Sénégal la catégorie de référence. Ainsi les individus d'origines dans les économies développées sont plus inclus financièrement que les africains. Les pays qui ont les systèmes bancaires compétitifs peuvent bénéficier d'une plus grande inclusion financière (Safoulanitou, 2019)	+

Variabiles	Définitions	Signes attendus
Taxes et impôts trop Élevés	L'élévation des impôts et taxes des entrepreneures diminuent leur productivité, ce qui provoque une diminution de leur chiffre d'affaires les garanties constituent une véritable contrainte à l'accès au crédit aussi bien pour les petites et moyennes entreprises que pour les personnes à faible revenu (Avom et Bobo, 2014)	+
Difficultés d'écoulement de la production Manque de technologie spécialisée/Machines et pièces de rechange Manque de local adapté Difficultés d'accès à la commande publique Insuffisance de personnel qualifié Difficultés d'approvisionnement en énergie	Plus les facteurs de la production augmentent plus il y'a de la proactivité et plus la croissance accélère. Ainsi, le manque de technologie spécialisée manque de local adapté, l'insuffisance de personnel qualifié, le cout de main d'œuvre élevé et la difficulté d'approvisionnement en énergie entraînent la diminution de la production voire le ralentissement de la croissance. Les difficultés d'accès à la commande publique et d'écoulement de la production défavorisent l'innovation. Ceux-ci entraînent la diminution de la productivité. Ces difficultés tendent à diminuer le revenu l'amélioration de la satisfaction de client est associée à des coûts pouvant potentiellement empêcher l'accès aux services financiers, en particulier chez les personnes à faible revenu, (Terpstra et Verbeet, 2014).	+
Accès limité aux structures d'appui aux entreprises Formalités administratives contraignantes	En absence d'une réglementation adéquate, l'asymétrie de l'information pourrait aboutir à une insuffisance de l'offre de crédit pour un groupe de population donné ou bien être à l'origine de risques moraux par suite d'une surabondance de l'offre et du surendettement (CNUCED, 2014)	+
Corruption	La présence de la corruption décourage les entrepreneures à investir face au cout nettement plus élevé de l'activité économique. Elle freine la croissance économique gaspille les compétences et les précieuses ressource. L'exclusion financière est plus touchée par les personnes à faibles revenus (Zins et Weill, 2016)	+
Coût du transport élevé	La distance, le cout favorisent fortement l'exclusion financière (Zins et Weill, 2016)	1

Source : auteur

3.3. Sources de données

Les données proviennent du Recensement général des entreprises (RGE), réalisé en 2016 par l'agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) en collaboration avec le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, pour le projet de rénovation des comptes nationaux. L'étude couvre l'ensemble du territoire national subdivisé en six pôles regroupant les quatorze régions du Sénégal. Elle cible tous les établissements des secteurs formels et informels, disposant d'un siège ou d'un local (fixe) aménagé où elles exercent leurs activités. En effet, le RGE a permis de dénombrer ces unités économiques

reparties sur l'ensemble du territoire national. Ce recensement a permis de dresser le profil sociodémographique des chefs d'entreprises exerçant au Sénégal notamment les entrepreneures.

4. Analyse statistique des principales variables

4.1. Statistique descriptive des déterminants de l'inclusion financière

L'analyse du tableau 2 nous montre l'indépendance du nombre d'observations entre les variables exigées par notre modèle choisi. Ainsi, des informations sur l'accès au crédit des entrepreneures de même que ses déterminants sont notés.

Tableau 2 : Statistiques descriptives de l'inclusion financière

Variable	Obs	Moyenne	Ecart type	Min	Max
Accès au crédit	39417	.496	.5	0	1
Lieu	12149	.75	.433	0	1
État matrimonial	12006	1.112	.674	0	5
Niveau d'instruction	12005	1.493	2.014	0	9
Décision	10293	1.157	.364	1	2
Secteur	12149	.008	.088	0	1
Revenu	91742	.843	.781	0	4
Nationalité	11984	1.023	.335	0	9

Source : Calculs de l'auteur, à partir des données d'enquêtes ANSD, 2016

En effet, sur 39417 individus interrogés, 50,3% ont accès au crédit. Sur un nombre de 121469 individus, 75,2% sont en zone urbaine et 24,8% sont dans les campagnes. De même, on note que 80,5% des entrepreneures sont mariées alors que 7% sont des célibataires, 3% sont divorcées et 0,1% sont séparées sur les 110136 femmes. Sur les 120055 entrepreneuses, 47% sont non instruites, 23,3% sont en primaire, 14% alphabétisées en arabe, 6,3% en classe moyen, 5% sont en secondaire, seulement 2,3% ont atteint la classe supérieure et 2,1% sont alphabétisées en langue nationale. Sur 102993 femmes, 84,6% participent à la prise de décision au sein de l'entreprise. L'entrepreneuriat féminin est très informel avec 99,1% sur les 121469 entrepreneures et seulement 9% sont dans le secteur formel. Ainsi, 48% de ces femmes ont un revenu compris entre 1 million à moins de 5 millions, 34,6% ont un revenu inférieur à 1 million, 13,8% ont un revenu compris entre 5 millions à moins de 15 millions. Les entrepreneures pouvant gagner jusqu'à plus de 15 millions et moins de 20 millions sont estimées à 3,5% et seulement 0,1% d'elles gagnent 20 millions et plus, sur un échantillon de 91742.

Majoritairement les entrepreneures sont des sénégalaises représentant ainsi 98,5%, les guinéens représentent 0,9%, 0,4% d'entre elles habitent les autres pays de l'UEMOA, les françaises et celles habitant dans les autres pays d'Afrique représentent chacun 0,1% sur 119752 enquêtées. En bref, l'analyse descriptive des déterminants de l'inclusion financière nous montre que la moitié des entrepreneures interrogées au Sénégal sont dans les villes, elles sont mariées, participent à la prise de décision, sont dans le secteur informel et sont d'origine Sénégalaise. Ainsi, la plus grande partie de ces femmes est

non instruite suivie de celles qui sont en primaire. Il faut souligner que parmi les instruites celles qui ont suivi des études en arabe sont non négligeables avec un revenu compris entre 1 millions à moins de 5 millions.

4.2. Corrélation entre les variables de l'inclusion financière

La multi colinéarité des variables explicatives permet de montrer les informations identiques fournies par ces variables dans le modèle. En effet, l'objectif de ce test permet de prévenir la bonne qualité de l'estimation visant la non-colinéarité des variables. Le tableau ci-dessous montre la corrélation des variables.

Tableau 3 : Matrice des corrélations de l'inclusion financière

Variables	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
(1) Accès au crédit	1.000							
(2) Lieu	0.093	1.000						
(3) État matrimonial	0.001	-0.004	1.000					
(4) niveau d'instruction	0.003	0.039	-0.085	1.000				
(5) Décision	-0.111	-0.072	-0.006	0.039	1.000			
(6) Secteur	0.011	0.045	-0.014	0.110	-0.013	1.000		
(7) Revenu	0.021	0.203	-0.070	0.081	0.002	0.135	1.000	
(8) Nationalité	0.017	0.004	0.005	0.016	0.004	0.014	0.015	1.000

Source : Calculs de l'auteur, à partir des données d'enquêtes ANSD, 2016

Après estimation, les coefficients des variables endogènes sont inférieurs à 0,6 d'où l'absence du problème de multi colinéarité entre les variables explicatives. Ainsi, l'accès au crédit des entrepreneures est positivement corrélé au lieu de résidence, à la situation matrimoniale, au niveau d'instruction, au secteur d'activité, au revenu et à la nationalité. Seule la prise de décision est corrélée négativement à cette dernière.

4.3. Statistique descriptive de la difficulté d'accès au crédit

Ce tableau nous montre en les obstacles de l'inclusion financière des femmes entrepreneures. Il faut souligner que compte tenu de notre modèle, le nombre d'observations diffère pour chaque variable.

Tableau 4 : Statistique descriptive de l'exclusion financière

Variables	Obs	Moyenne	Ecart type	Min	Max
Difaccesscredit	3793	.489	.5	0	1
TxeImpoteleve	4638	.427	.495	0	1
Difecoulmtproduct	3911	.469	.499	0	1
mquetecnologieAdpt	3336	.377	.485	0	1
MqelocaleAdpt	4978	.629	.483	0	1
DifacesCpublic	2814	.226	.418	0	1
AccesLStrApuiESe	2943	.263	.44	0	1
Corruption	2680	.163	.37	0	1
FmliteAdmistratifCtr	5196	.092	.29	0	1
CteleveMO	7678	.062	.242	0	1
InsPK	1082	.038	.192	0	1
CTranssprteleve	3664	.375	.484	0	1
DifapprovEnergie	3307	.354	.478	0	1

Source : Calculs de l'auteur, à partir des données d'enquêtes ANSD, 2016

Dans le tableau ci-dessus, nous voyons le nombre d'observations liées à la difficulté d'accès au crédit ainsi que ses déterminants. Cependant, celle-ci montrent que 18% des entrepreneures n'ont pas accès au crédit, 17,5% des obstacles sont liés aux taxes et impôts trop élevés. La difficulté d'écoulement de la production, le manque de technologie adapté, le manque de local adapté, représentent respectivement 15%, 12,3% et 22% des difficultés d'accès au crédit des femmes. Ainsi, 8% et 8,3% des obstacles d'accès au crédit sont dus respectivement aux difficultés d'accès à la commande publique et à l'accès limité aux structures d'appui des entreprises et seulement 5% est dû à la corruption. Les entrepreneures sont exclues de l'accès au crédit à cause de la formalité administrative, du coût élevé de main d'œuvre, de l'insuffisance de personnel qualifié, du coût de transport élevé et la difficulté d'approvisionnement en énergie représentant successivement 6,2% ; 5,9% ; 5,5% ; 12,6% et 9,6%. En effet, le manque de local adapté constitue le plus grand obstacle de l'inclusion financière des entrepreneures suivi des taxes et impôts trop élevés et de la difficulté d'écoulement de la production, selon la statistique descriptive. Pour autant, la corruption, le coût élevé de main d'œuvre et l'insuffisance de personnel qualifié affectent faiblement l'inclusion financière des entrepreneures.

4.4. Corrélation des variables de la difficulté de l'accès au crédit

Comme stipulé précédemment, l'estimation de la multi colinéarité permettra de montrer si les variables explicatives apportent la même information à la variable expliquée. Ici nous voulons voir comment les obstacles aux difficultés d'accès au crédit sont corrélés.

Tableau 5 : Matrice des corrélations de l'exclusion financière

Variables	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
(1) Difaccesscredit	1.00												
(2) Txelmpoteleve	0.03	1.00											
(3) Difecoulmtprod	0.15	0.03	1.00										
(4) mquetecnologiet	0.10	0.05	0.10	1.00									
(5) mqelocaleAdpt	0.15	0.02	0.16	0.18	1.00								
(6) DifaccesCpublic	0.16	0.19	0.13	0.23	0.16	1.00							
(7) AccesLStrApu~e	0.24	0.13	0.15	0.23	0.16	0.27	1.00						
(8) Corruption	0.14	0.21	0.15	0.12	0.16	0.20	0.21	1.00					
(9) FmliteAdmistrar	0.13	0.25	0.17	0.10	0.05	0.22	0.22	0.26	1.00				
(10) CteleveMO	0.17	0.25	0.19	0.16	0.12	0.28	0.27	0.29	0.38	1.00			
(11) InsPK	0.19	0.19	0.18	0.22	0.10	0.25	0.24	0.25	0.37	0.45	1.00		
(12) CTranssprteleve	0.02	0.22	0.16	0.19	0.06	0.19	0.17	0.21	0.19	0.28	0.24	1.00	
(13) DifapprovEnere	0.15	0.12	0.17	0.29	0.14	0.16	0.16	0.26	0.19	0.18	0.19	0.12	1.00

Source : Calculs de l'auteur, à partir des données d'enquêtes ANSD, 2016

Le test de corrélation montre l'inexistence d'un problème de multi colinéarité puis que tous les coefficients des variables sont inférieurs à 0.6. Cependant, selon le tableau ci-dessus, la difficulté d'accès au crédit est positivement corrélée aux treize obstacles notés.

5. Analyse économétrique et interprétations des résultats

Nous analyserons les résultats des estimations des coefficients déterminants l'inclusion et l'exclusion financière des entrepreneurs sénégalaises.

5.1. Le test des coefficients de l'accès au crédit

La statistique de Wald (Wald chi² (7)) à sept degrés de liberté, est égale à 501,16 avec une probabilité critique nulle. En rejetant l'hypothèse nulle nous pouvons conclure que le modèle est globalement significatif (***). Le milieu de résidence, la situation matrimoniale, le niveau d'instruction, la prise de décision, le secteur d'activité, le revenu et la nationalité des entrepreneuses ont globalement un effet significatif sur la probabilité d'accès au crédit.

Le coefficient de détermination R² (Pseudo R²) est égal à 0.0145 indiquant que 1,45% des fluctuations de la probabilité d'accès au crédit sont expliqués par les variables endogènes du modèle.

Tableau 6 : Résultats des estimations de l'inclusion financière des entrepreneuses

	Coefficients	Effets marginaux dy/dx
Lieu	.3994177 *** (0.000)	.0993479***
Etat matrimonial	.0033556 (0.851)	.0008388
Niveau d'instruction	.0028624 (0.655)	.0007155
Décision	-.6974901*** (0.000)	-.1743594***
Secteur	.1060989 (0.447)	.0264865
Revenu	.0082172 (0.619)	.0020541
Nationalité	.1209101 (0.006)	.0302252***
Nombres d'observations	26,526	
Pseudo R2	0.0145	
Wald chi2(7)	501.16 0.0000	

Source : Calculs de l'auteur, à partir des données d'enquêtes ANSD, 2016

Notes : la variable expliquée est l'accès au crédit des entrepreneuses (en logarithme). Les valeurs entre parenthèses représentent les probabilités (corrigees de l'hétéroscédasticité). La significativité à 1% est représentée par ***, à 5% par ** et à 10% par *.

En utilisant les données de l'enquête de l'ANSD sur la situation des entreprises (RGE, 2016), nous mettons en exergue les caractéristiques sociodémographiques de l'inclusion financière des entrepreneuses au Sénégal. En effet, les valeurs des coefficients des modèles « logit » ne sont pas directement interprétables, seuls les signes des variables explicatives indiqueront si ces dernières agissent positivement ou négativement, sur la probabilité de la variable expliquée. Pour connaître la sensibilité des variables explicatives sur la probabilité de l'accès au crédit, les effets marginaux sont calculés. Dans l'ensemble, le modèle est globalement significatif. Le lieu de résidence, la prise de décision et la nationalité ont un impact significatif sur la probabilité d'accès au crédit des entrepreneuses. Donc le lieu et la nationalité influent positivement sur l'accès au crédit des entrepreneuses. Une augmentation d'une entrepreneuse urbaine entraîne une amélioration de la probabilité de l'accès au crédit de 9,94%. Les entrepreneuses d'origines africaines influent négativement l'accès au crédit au Sénégal. Une augmentation d'entrepreneuses africaines entraîne une diminution de l'accès au crédit.

En effet, plus les femmes entrepreneures sont des américaines, des européennes et des asiatiques, plus elles ont accès au crédit au Sénégal. La prise de décision des entrepreneures influe négativement la probabilité d'accéder au crédit. La probabilité d'accès à un crédit diminue de 17,44% si la participation des entrepreneures à la prise de décision croît d'une unité. Alors que le revenu, le niveau d'instruction, la situation matrimoniale et le secteur n'ont pas un impact significatif sur la probabilité de l'inclusion financière des entrepreneures au Sénégal. En bref, l'entrepreneuriat au Sénégal révèle que les femmes citadines, d'origine américaine, asiatique et européenne et celles participant moins à la prise de décision ont plus de chance d'accéder au crédit de la finance formel.

5.2. L'estimation des coefficients de la difficulté de l'accès au crédit

Ce tableau nous montre l'estimation des déterminants des barrières à l'inclusion financière des entrepreneures. En effet, le modèle est globalement significatif au seuil de 1%, car la probabilité associée au test de Wald (Wald $\chi^2(12)$ est égale à 0. Les variables explicatives ont globalement un effet significatif sur l'accès au crédit des entrepreneures au Sénégal. Cependant, 9,2% des fluctuations de la probabilité d'exclusion financière des entrepreneures sont expliquées par les obstacles présents dans le tableau ci-dessous, avec un coefficient de détermination R^2 (Pseudo R^2) de 0,092.

Tableau 7 : Résultats des estimations des obstacles à l'inclusion financière des entrepreneures

Variabiles	Coefficients	Effets marginaux dy/dx
Taxes et impôts trop élevés	-.1257553** (0.015)	-.0168766**
Difficultés d'écoulement de la production	.5140044*** (0.000)	.0796714***
Manque de technologie spécialisée/ machines et pièces de rechange	.2493191*** (0.000)	.0365914***
Manque de local adapté	.4951476*** (0.000)	.0748189***
Difficultés d'accès à la commande publique	.1897012*** (0.004)	.027581***
Accès limité aux structures d'appui aux entreprises	1.481286*** (0.000)	.286055***
Corruption	.1991076** (0.011)	.0291333**
Formalités administratives contraignantes	.4046829*** (0.000)	.0626003***
Coût élevé de la main d'œuvre	-.1768698** (0.041)	-.0231422**
Insuffisance de personnel qualifié	.1401313* (0.092)	.0201437*
Coût du transport élevé	-.0002304 (0.997)	-.0000318
Difficulté d'approvisionnement en énergie	.3695249*** (0.000)	.0561779***
Nombre d'observations	23,64	
Pseudo R2	0.0920	
Wald chi2(11)	2306.58 0.0000	

Source : Calculs de l'auteur, à partir des données d'enquêtes ANSD, 2016

Notes : la variable expliquée est la difficulté d'accès au crédit des entrepreneures (en logarithme). Les valeurs entre parenthèses représentent les probabilités (corrigees de l'hétéroscédasticité). La significativité a 1% est représentée par ***, à 5% par ** et à 10% par*

Douze déterminants des obstacles de la difficulté à l'accès au crédit des entrepreneures sont pris en compte dans le tableau ci-dessus. En effet, les difficultés d'écoulement de la production, du manque de technologie spécialisée, du manque de local adapté, des

difficultés d'accès à la commande publique, de l'accès limité aux structures d'appui aux entreprises, des formalités administratives contraignantes et des difficultés d'approvisionnement en énergie, impactent positivement la probabilité d'inaccessibilité au crédit des entrepreneurs. Par exemple, une augmentation de la difficulté d'écoulement de la production d'une unité entraîne un accroissement de la probabilité de l'exclusion financière des entrepreneuses de 7,96%. L'accroissement d'une unité de la limitation de l'accès aux structures d'appui aux entreprises améliore de 28,6% la probabilité de la difficulté d'accès au crédit. Les taxes et impôts élevés défavorisent la probabilité de l'exclusion financière, cette dernière est favorisée par la corruption et le coût élevée de la main d'œuvre au seuil de 5%. Par exemple, la hausse des taxes et impôts d'une unité entraîne une baisse de la difficulté d'accéder au crédit de 1,7%. L'insuffisance de personnel qualifié impacte positivement la probabilité de la difficulté d'accès au crédit des entrepreneuses au seuil de 10 %. Donc la probabilité que les entrepreneuses rencontrent des difficultés d'accès au crédit est plus importante en cas d'accès limitée aux structures d'appui aux entreprises suivi de la difficulté de l'écoulement de la production. Notons, que la corruption et le coût élevé de la main d'œuvre ont une influence peu significative sur la probabilité de l'exclusion financière des entrepreneuses. Il en est de même pour l'insuffisance de personnel qualifié qui a la plus faible significativité.

D'après nos estimations, l'inclusion financière des entrepreneuses au Sénégal est portée par le milieu de résidence, la nationalité et la prise de décision des femmes. Contrairement aux résultats de la littérature précédente, le revenu, l'éducation et la situation matrimoniale n'ont pas un impact significatif sur l'inclusion financière de ces dernières. La probabilité de la difficulté de l'accès au crédit des entrepreneuses sénégalaises est plus importante lorsque l'accès aux structures d'appui aux entreprises est limité suivi de la difficulté de l'écoulement de la production. Ainsi, la corruption et le coût élevé de la main d'œuvre ont une influence peu significative sur la probabilité de l'exclusion financière des entrepreneuses. Cette dernière diminue lorsque les impôts et taxes sont élevés et s'accroît faiblement lorsque le personnel qualifié est insuffisant.

6. Conclusion

La plupart des pays en développement comme le Sénégal misent sur un secteur privé fort et dynamique pour porter le projet de développement tant chanté par nos dirigeants. Pour y parvenir, la prise en compte des entrepreneuses à l'accès au crédit devient un impératif. En effet, l'inclusion financière de ces dernières permettrait d'accroître leur productivité et au-delà leur contribution à la création de richesse. C'est pourquoi le Sénégal en a fait une des priorités avec la mise en place des structures d'appui, des Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (FONGIP) et des institutions comme la Banque Nationale pour le Développement Economique (BNDE) etc., dédiés pour répondre à ces besoins. Face à la persistance de l'exclusion financière des entrepreneurs, une connaissance des déterminants de l'inclusion financière de ces dernières constitue une condition permissive pour une meilleure efficacité de ces dispositifs.

Cette étude a pour objectif de déceler les facteurs déterminants et les obstacles à l'inclusion financière des entrepreneures sénégalaises. Pour rappel, du fait du caractère dichotomique des variables, une modélisation logistique sera utilisée pour l'analyse des données.

En définitive nous constatons que l'accès aux services financiers des entrepreneures sénégalaises dépend du milieu de résidence, de la prise de décision et de la nationalité. Les entrepreneures vivant dans les campagnes, qui sont d'origine africaine et qui participent à la prise de décision ont moins accès au crédit formel. Notre étude montre aussi que les difficultés d'écoulement de la production, le manque de technologie spécialisée, le manque de local adapté, les difficultés d'accès à la commande publique, l'accès limité aux structures d'appui aux entreprises, les formalités administratives contraignantes et les difficultés d'approvisionnement en énergie favorisent fortement l'exclusion financière des femmes entrepreneures. La corruption, le coût élevé de la main d'œuvre et l'insuffisance de personnel, sont aussi des barrières à l'accès au crédit des entrepreneures. Il ressort également que la hausse des taxes et impôts entraîne une diminution de l'exclusion financière des entrepreneures. En effet, la réponse à notre question a permis d'enrichir les théories existantes, en montrant que l'éducation, le revenu et la situation matrimoniale des femmes entrepreneures ne définissent pas fondamentalement leur inclusion financière. Ainsi, les entrepreneures supportant des taxes et impôts élevés sont moins exclues que celles qui ont des taxes et impôts faibles et le coût de transport élevé n'a pas un effet significatif sur l'exclusion financière des entrepreneures.

De ces résultats découlent trois principales recommandations. D'abord, l'importance à organiser et mener une campagne d'information active auprès des entrepreneures, quel que soit leur groupe d'appartenance, pour qu'elles s'approprient ces dispositifs. Ensuite, la plupart des dirigeantes d'entreprise, bien qu'évoluant dans l'informel, doivent bénéficier de formation et de financement adéquat pour renforcer leurs capacités managériales. Enfin, les pouvoirs publics et les banques devraient accroître substantiellement leurs concours financiers à ces dernières pour faciliter leur développement, synonyme d'une inclusion financière plus importante et d'un accroissement de leur productivité. Les actions combinées des pouvoirs publics et des banques faciliteraient l'accès aux financements formels en réduisant les procédures trop longues et en allégeant les taux d'intérêt.

7. Références bibliographiques

- Alexandre-Leclair, L. & Redien-Collo, R. (2013). « L'intention entrepreneuriale des femmes : le cas de l'Égypte ». *Revue internationale P.M.E.*, 26(1), 93–116.
<https://doi.org/10.7202/1024272ar>
- Atchi, F.K et Couchoro, M. K. (2021). : « Les déterminants de l'inclusion financière au Togo ». *Revue Économie, Gestion et Société*, 1(30) : 1-29
- Benyacoub, B. (2021). « Étude empirique sur les freins à l'inclusion financière des femmes au Maroc ». *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 2(4), 323-336.
- Demirgüç-Kunt, A. Klapper, L. Singer, D. Ansar, S. J et Hess, J. (2018). : « The Global Findex Database 2017 : Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution ». Rapport du World Bank Group, Mai 2018.
<https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1259-0>
- Fall, F. S. et Birba, O. (2019). « L'inclusion financière par le mobile-banking au Sénégal : l'analyse des facteurs socio-économiques d'adoption ». Dans *Mondes en développement* 2019/1(n°185), pages 61 à 82 Éditions De Boeck Supérieur.
<https://doi.org/10.3917/med.185.0061>
- Fofana, V. 2022. « Inclusion financière et autonomisations des femmes en Côte d'Ivoire : Etat de lieux à partir d'une étude de cas des femmes des villes de Bouake, Yamoussoukro et Issa ». Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire, 1(6), 163-179.
- Ghosh, S et Vinod, D. (2017). « What Constraints Financial Inclusion for Women ? Evidence from Indian Micro data ». *World Development*, 2017, C (92), 60-81.
<https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2016.11.011>
- Kabeer, N. (2005). « Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et les objectifs du millénaire pour le développement ». Ste-Foy (Qué) : Les presses de l'Université Laval, 336 pages
- Kalim, A. (2012). « Women entrepreneurship – The emerging workforce in 21 st century Turning challenges into opportunities. *International Journal of Recherche in Management & Social Science*, 101.
- Kede, N. Faustine and Zogning, F. (2022). « Financial inclusion and gender income inequalities in informal entrepreneurship : the case of Cameroon ». *The Journal of Entrepreneurial Finance* : Vol. 24 : Iss. 3, pp. 33-47.
<https://doi.org/10.57229/2373-1761.1443>
- Koloma, Y. (2019). « Microfinance and Poverty Reduction by Gender in Mali : A Review of 2007-2008 data ». MPRA Paper, No. 94745 Jun 2019.
- Loubna, A. Mohammed, K. et Mounir, M. (2020). « La microfinance et l'empowerment des femmes ». *Revue de la littérature Revue du contrôle de la comptabilité et de l'audit*, 4(2) : 394-395

- Mbaye, A.N. (2021). « Inclusion financière de proximité et capacités réelles d'actions des femmes rurales », *Revue Internationale du Chercheur*, 2(2), pp.707.
- Ministère des finances et du budget (2022). « Stratégie nationale d'inclusion financière 2022-2026 ». Direction générale du secteur financier et de la compétitivité, Janvier 2022.
- Ntep, F. (2021). « Un cas de bricolage : le financement de la création de toutes petites entreprises par les femmes à Thiès (Sénégal) ». *Journal of Small Business & Entrepreneurship*, 35(1) :1-23.
<https://doi.org/10.1080/08276331.2021.1993766>
- Safoulanitou, L.N., (2020). « Thème : inclusion financière : vérification empirique auprès des ménages au Congo-Brazzaville ». *Global journal of management and business research : C Finance*, 20(1).
- Simen, S. F. (2020). « Perception des femmes entrepreneures face aux exigences de garanties des organismes de crédits au Sénégal : quelle influence des réseaux d'affaires ». *Journal of Small Business & Entrepreneurship*, 35(1) : 1-22
<https://doi.org/10.1080/08276331.2020.1823791>
- Zins, A. et Weill, L. (2016). « The determinants of financial inclusion in Africa ». *Review of Development Finance*, 6 (1) :1-12.
<https://doi.org/10.1016/j.rdf.2016.05.001>
- Zogning, F. (2021). « L'accompagnement de l'entrepreneuriat féminin dans les pays africains en développement ». *Revue Organisations & Territoires*, 30(2) : 54-5. <https://doi.org/10.1522/revueot.v30n2.1349>
- Zogning, F. (2023). « Inclusion financière, entrepreneuriat inclusif et modèles alternatifs de financement ». *Journal of Small Business & Entrepreneurship*, 35(1) : 1-7.
<https://doi.org/10.1080/08276331.2022.2121517>

ANNEXE 1 : La régression logistique de l'accès au crédit des entrepreneuses

Accescredit	Coef.	St.Err.	t-value	p-value	[95% Conf	Interval]	Sig
Lieu	.399	.03	13.43	0	.341	.458	***
Etatmatrimonial	.003	.018	0.19	.851	-.032	.038	
Niveauintstruction	.003	.006	0.45	.655	-.01	.015	
Decision	-.697	.041	-16.81	0	-.779	-.616	***
Secteur	.106	.139	0.76	.447	-.167	.38	
Revenu	.008	.017	0.50	.619	-.024	.041	
Nationalite	.121	.044	2.76	.006	.035	.207	***
Constant	.351	.073	4.81	0	.208	.494	***

Mean dependent var	0.505	SD dependent var	0.500
Pseudo r-squared	0.015	Number of obs	26526
Chi-square	501.157	Prob > chi2	0.000
Akaike crit. (AIC)	36251.284	Bayesian crit. (BIC)	36316.771

*** $p < .01$, ** $p < .05$, * $p < .1$

Source : Calculs de l'auteur, à partir des données d'enquêtes ANSD, 2016

ANNEXE 2 : La régression logistique de la difficulté de l'accès au crédit des entrepreneurs

Difaccesscredit	Coef.	St.Err.	t-value	p-value	[95% Conf	Inte- rval]	Sig
TxeImpoteleve	-.126	.052	-2.42	.015	-.227	-.024	**
Difecoulmtproduit	.514	.047	10.86	0	.421	.607	***
mquetecnologiept	.249	.054	4.63	0	.144	.355	***
MqelocaleAdpt	.495	.041	12.01	0	.414	.576	***
DifacesCpublic	.19	.067	2.84	.004	.059	.321	***
DifacesStrApuiSe	1.481	.056	26.35	0	1.371	1.591	***
Coruption	.199	.078	2.54	.011	.045	.353	**
FmliteAdmistratftr	.405	.075	5.42	0	.258	.551	***
CteleveMO	-.177	.087	-2.04	.041	-.347	-.007	**
InsPK	.14	.083	1.69	.092	-.023	.303	*
CTranssprteleve	0	.057	-0.00	.997	-.113	.112	
DifapprovEnergie	.37	.057	6.53	0	.259	.48	***
Constant	-2.02	.024	-83.74	0	-2.067	-1.973	***

Mean dependent var	0.181	SD dependent var	0.385
Pseudo r-squared	0.092	Number of obs	23640
Chi-square	2306.585	Prob > chi2	0.000
Akaike crit. (AIC)	20330.87	Bayesian crit. (BIC)	20435.796

*** $p < .01$, ** $p < .05$, * $p < .1$

Source : Calculs de l'auteur, à partir des données d'enquêtes ANSD, 2016